

«L'enfant est un être en évolution»

La Convention relative aux droits de l'enfant célèbre ses 25 ans en novembre. Regards croisés du juriste Jean Zermatten et du psychologue FSP Philip Jaffé sur un domaine interdisciplinaire par essence. Un champ dans lequel travaillent beaucoup de psychologues et qui vient de gagner sa reconnaissance académique.

Qu'entend-on par droits de l'enfant?

Jean Zermatten: Il s'agit d'une discipline holistique, complexe et ambitieuse. Elle porte le nom de «droits» de l'enfant, mais ne concerne pas uniquement le domaine juridique. Elle est évidemment basée sur le cadre normatif posé par la Convention relative aux droits de l'enfant, mais prend en compte toutes les situations dans lesquelles les enfants existent, ont des relations, bénéficient de prestations, reçoivent des services, etc. Ce domaine fait appel à des notions plus vastes issues de disciplines comme la psychologie, la sociologie, la pédagogie, les sciences de l'éducation, la médecine ou l'anthropologie... C'est un champ interdisciplinaire par essence.

Certaines disciplines ont-elles un rôle plus important à jouer que d'autres?

J. Z. : Oui et non. Prenons l'exemple de l'adoption: elle pose autant de problèmes juridiques que de questions psychologiques, sociologiques ou démographiques. En fonction des thématiques, l'une des disciplines peut devenir prioritaire, mais les autres angles de vue restent indispensables. **Philip Jaffé:** Si seul-e-s des juristes s'occupaient des droits humains, nous serions malheureux. Pareil pour les enfants. Si seul-e-s des juristes se préoccupaient d'eux, nous aurions un problème. Les droits de l'enfant sont un label qui rallie beaucoup d'intérêts différents et de bonne volonté en faveur des futures générations.

Quel y est le rôle des psychologues?

P. J. : Beaucoup de psychologues travaillent dans le domaine de la protec-

tion de l'enfance, dans des associations non gouvernementales ou dans des institutions. L'enfant est un être en évolution. Ses capacités se développent et il exerce ses droits progressivement en fonction de sa maturité. La psychologie, avec ses connaissances scientifiques prouvées dans le domaine du développement, offre un précieux cadre d'évaluation. L'un des droits les plus emblématiques de la Convention est celui d'être entendu. Si les enfants doivent pouvoir donner leur opinion, il faut des professionnel-le-s compétent-e-s pour les entendre. Les psychologues en font partie. Ce sont aussi les personnes idéales pour réfléchir aux structures à mettre en place pour auditionner les enfants et prendre en compte leur avis dans le meilleur cadre possible.

J. Z. : Avec la reconnaissance de ses droits, l'enfant est devenu un être humain à part entière, membre de la société. Il s'agit d'une transformation fondamentale de la relation entre les adultes et les enfants. Si les psycholo-

gues ne s'y intéressent pas, qui va s'en préoccuper?

Où en sommes-nous aujourd'hui dans l'application des droits de l'enfant?

J. Z. : Pendant les premières années suite à la promulgation de la Convention, tout ce que nous avons développé, ce sont des prestations: l'amélioration de l'accès à l'éducation, de l'alphabétisation ou du système de santé. On prend désormais conscience de la place nouvelle accordée à l'enfant: il est titulaire de droits, peut les exercer et participer aux décisions qui le concernent. Ces droits n'ont toutefois pas encore trouvé leur expression suffisante. La Suisse peut faire beaucoup mieux. Elle n'a par exemple pas encore délégué aux droits de l'enfant ou d'ombudsman. Un troisième protocole additionnel de la Convention prévoit qu'un enfant puisse à l'avenir interroger le Comité de l'ONU des droits de l'enfant en cas de violation de ses droits. Nous avons donc besoin de ce type de structure intermédiaire.

N'y a-t-il pas de risques que les enfants aient à l'avenir trop de droits?

J. Z. : Les détracteurs des droits de l'enfant ont tendance à imaginer que lorsque l'enfant a exprimé son avis, celui-ci doit être suivi. Mais l'enfant n'a pas toujours raison. Il n'exprime pas un vœu, mais une opinion prise en compte et mise en balance par les décideurs. L'idée est de prendre en compte tous les différents intérêts de l'enfant pour arriver au final à la meilleure décision pour lui en fonction de ses besoins, de sa maturité, de son environnement et des circonstances particulières de sa vie d'aujourd'hui à la perspective de demain.

P. J. : Pour caricaturer un peu, nous sommes en défaveur de l'adulte qui décide sans demander à la personne concernée. Mais nous sommes également en défaveur de l'enfant roi qui voit tous ses désirs exaucés. Nous

Les intervenants

Ancien juge des mineurs du canton du Valais, Jean Zermatten a enseigné à l'Université de Fribourg et enseigne à l'Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB). Il a présidé le Comité de l'ONU des droits de l'enfant. Philip D. Jaffé est psychologue FSP, directeur de l'IUKB, responsable de l'unité d'enseignement et de recherche en droits de l'enfant et professeur à l'Université de Genève. Ils sont membres du Conseil de Fondation de l'Institut international des Droits de l'Enfant (IDE).

pensons qu'un enfant a la possibilité de vivre une vie plus riche et un développement plus harmonieux s'il est considéré et amené à participer à la construction de son environnement.

Existe-t-il une formation en droits de l'enfant?

P. J.: Idéalement, toutes les personnes qui travaillent régulièrement au contact des enfants devraient être sensibilisées aux droits de l'enfant. Aussi bien les psychologues que les éducatrices ou éducateurs, les enseignant-e-s, les policières et policiers, les juges, etc. Un dialogue entre les différentes disciplines concernées doit pouvoir se faire. C'est ce que nous avons mis sur pied à l'Institut universitaire Kurt Bösch avec le master interdisciplinaire en droits

Des droits reconnus depuis 25 ans

La Convention internationale des droits de l'enfant est un traité international adopté par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1989 pour reconnaître et protéger les droits spécifiques des enfants. La Convention est construite sur quatre grands principes qui la structurent: la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit à la survie et au développement, ainsi que le droit d'être entendu. Tous les 20 novembre, la journée internationale des droits de l'enfant est organisée en son honneur.

de l'enfant, qui crée des ponts entre la théorie et la pratique. Des activités de recherche et d'enseignement qui seront intégrées dès janvier 2015 au nouveau Centre interfacultaire en droits de l'enfant créé par l'Université de Genève. Il est rare qu'un nouveau domaine devienne si rapidement un champ académique reconnu. Il se voit ainsi propulsé et son importance se voit de ce fait confirmée.

En lien avec le sujet:

«La révolution silencieuse», un colloque qui aura lieu les 20 et 21 novembre 2014 au Centre International de Conférences de Genève.
www.colloqueenfance.ch

*Interview:
Aurélie Despont*

Emplois et formations sur www.psychologie.ch

Vous cherchez un poste de travail? Vous souhaitez suivre une formation postgrade?

Vous avez besoin d'une salle de consultation?

Sur le site web de la FSP, vous trouvez:

- des offres d'emploi
- des annonces de formation
- des petites annonces.

Vous cherchez un nouveau collaborateur ou vous proposez un cours de formation postgrade?

Envoyez-nous votre annonce à inserate@staempfli.com

et vous profiterez de:

- 45 000 visites par mois
- 30 jours de publication.

Pour les offres d'emploi et de formation: CHF 500.– pour au maximum une page A4.

Petites annonces: taxe de base pour 160 signes CHF 55.– puis CHF 11.– pour 40 signes supplémentaires (TVA exclue).



«Kinder entwickeln sich ständig weiter»

Im November feiern wir das 25-Jahr-Jubiläum der internationalen Kinderrechtskonvention. Der Jurist Jean Zermatten und der FSP-Psychologe Philip Jaffé geben Einblick in ein interdisziplinäres Fachgebiet, in welchem viele Psycholog(inn)en arbeiten: Kinderrechte.

Was verstehen wir unter Kinderrechten?

Jean Zermatten: Kinderrechte sind komplex und ein anspruchsvolles Fachgebiet. Wir befassen uns nicht nur mit juristischen Fragen. Natürlich gründen diese Rechte auf der UN-Kinderrechtskonvention, doch die Fachdisziplin berücksichtigt alle Situationen im Zusammenhang mit Kindern: ihre Existenz, ihre Beziehungen zu anderen sowie ihr Bezug von Leistungen respektive Dienstleistungen. Das Fachgebiet bezieht sich somit auch auf Konzepte aus der Psychologie, Soziologie, Pädagogik, den Erziehungswissenschaften, der Medizin, Anthropologie und weiteren Fachdisziplinen. Es handelt sich um ein interdisziplinäres Feld *par excellence*.

Fallen einige dieser Fachdisziplinen stärker ins Gewicht als andere?

J. Z.: Ja und Nein. Nehmen wir das Beispiel Adoption: Sie wirft genauso viele rechtliche wie psychologische, soziologische und demografische Fragen auf. Je nach Themenfeld kann eine Disziplin Priorität haben, doch die anderen Blickwinkel bleiben unentbehrlich.

Philip Jaffé: Wenn sich nur die Juristen um die Menschenrechte kümmerten, wäre das betrüblich. Dasselbe gilt für die Rechte der Kinder. Wenn sich nur Jurist(inn)en um sie kümmerten, hätten wir ein Problem. Die Kinderrechte als Überbegriff fasst viele verschiedene Interessen und gute Absichten zugunsten der zukünftigen Generationen zusammen.

Welche Rolle spielen Psycholog(inn)en in diesem Bereich?

P. J.: Im Kinderschutz arbeiten viele Psychologinnen und Psychologen,

beispielsweise für NGOs. Kinder entwickeln sich ständig weiter. Während sich ihre Fähigkeiten herausbilden, üben sie ihre Rechte beim Heranreifen allmählich aus. Die Entwicklungspsychologie bietet in diesem Fachbereich einen wertvollen Evaluierungsrahmen. Eines der emblematischsten Grundrechte der Konvention ist das Recht, angehört zu werden. Wenn nun die Kinder einen Anspruch darauf haben, ihre Meinung zu äußern, so müssen kompetente Fachpersonen da sein, um sie anzuhören. Dazu gehören auch die Psycholog(inn)en. Ihre Fachkenntnisse ermöglichen ein Nachdenken über die erforderliche Organisation, damit wir die Kinder angemessen anhören und ihre Meinung bestmöglich berücksichtigen.

J. Z.: Mit der Anerkennung seiner Rechte wurde das Kind zu einem vollwertigen Mitglied der Gesellschaft. Es handelt sich um eine grundlegende Veränderung der Beziehung zwischen Erwachsenen und Kindern. Wenn sich die Psycholog(inn)en nicht damit auseinandersetzen, wer dann?

Wie weit sind wir heute in der Anwendung der Kinderrechte?

J. Z.: In den ersten Jahren haben wir uns lediglich auf die Verbesserung des Zugangs zu Ausbildung, Alphabetisierung oder zur Gesundheitsversorgung konzentriert. Nun werden wir uns der neuen Stellung des Kindes bewusst: Es ist Träger von Rechten, kann sie ausüben und sich an den Entscheidungen, die es betreffen, beteiligen. Die Tragweite dieser Rechte ist jedoch noch nicht ausreichend. Die Schweiz kann aber noch viel mehr tun. Sie hat zum Beispiel

bislang weder einen Kinderrechtsbeauftragten noch eine Ombudsperson eingesetzt. Das dritte Zusatzprotokoll der Konvention sieht vor, dass Kinder in Zukunft im Fall einer Rechtsverletzung den UNO-Ausschuss für die Rechte des Kindes anrufen können. Dazu benötigt die Schweiz aber eine Zwischeninstanz.

Laufen wir nicht Gefahr, den Kindern zu viele Rechte zuzugestehen?

J. Z.: Die Kritiker der Kinderrechte scheinen oft davon auszugehen, dass die von einem Kind geäußerte Meinung unbedingt zu befolgen sei. Aber ein Kind hat nicht immer Recht. Es drückt keinen Wunsch aus, sondern eine Meinung, die von den Entscheidungsträgern angemessen berücksichtigt und abgewogen wird. Es müssen alle verschiedenen Interessen des Kindes berücksichtigt werden, um schlussendlich die für die Zukunft des Kindes beste Lösung zu finden. Diese Abwägungen beziehen seine Bedürfnisse, Reife, sein Umfeld und die besonderen Umstände mit ein.

P. J.: Überspitzt gesagt wollen wir keine Erwachsenen, die alle Entscheidungen alleine und ohne Rücksprache mit den direkt Betroffenen fällen. Wir wollen aber auch keine kleinen Prinzessinnen und Prinzen, denen alle Wünsche von den Lippen abgelesen werden. Wir sind der

Im Gespräch

Jean Zermatten präsidierte den UNO-Ausschuss für die Rechte des Kindes. Er war Jugendrichter im Wallis und unterrichtete an der Universität Freiburg sowie am Universitären Institut Kurt Bösch (IUKB). Philip D. Jaffé ist FSP-Psychologe, Direktor des IUKB, Verantwortlicher für die Lehr- und Forschungseinheit im Bereich Kinderrecht und Professor an der Universität Genf. Beide sind Mitglieder des Stiftungsrats des Internationalen Instituts der Kinderrechte (DIE).

Überzeugung, dass ein Kind ein erfüllteres Leben und eine harmonischere Entwicklung erleben kann, wenn seine Meinung berücksichtigt wird und es an der Gestaltung seines Umfelds teilhaben kann.

Gibt es eine Ausbildung in Kinderrecht?

P. J.: Eigentlich sollten alle Personen, die regelmässig mit Kindern arbeiten, auf die Kinderrechte sensibilisiert sein. Sowohl Psychologen als auch Erziehende, Lehrpersonen, das Polizeipersonal sowie Richter und Richterinnen. Wichtig ist der interdisziplinäre Dialog; dies haben wir am IUKB mit einem Master umgesetzt. Der Studiengang schlägt Brücken zwischen Theorie und Praxis. Diese Forschungs- und Lehrtätigkei-

UNO anerkennt Kinderrechte seit 25 Jahren

Die internationale Kinderrechtskonvention wurde 1989 von den Vereinten Nationen (UNO) verabschiedet. Die Konvention stützt sich auf vier elementare Grundsätze: Nichtdiskriminierung, Wahrung der Kindesinteressen, ihr Recht auf Überleben und Entwicklung sowie ihr Recht, angehört zu werden. Die Konvention gibt keine detaillierten Angaben zur Umsetzung; diese fällt ins nationale Recht der Signatarstaaten. Jeweils am 20. November wird der Weltkindertag gefeiert.

ten werden ab Januar 2015 im neuen interfakultären Zentrum für Kinderrechte der Universität Genf aufgenommen. Erfreulich ist, dass unser Fachgebiet rapide an Bedeutung zunimmt und seine Wichtigkeit für die Gesellschaft wird konsolidiert.

*Interview:
Aurélie Despont*

Veranstaltung zum Thema:

Das Kolloquium «Die stille Revolution» findet am 20. und 21. November 2014 im internationalen Konferenzzentrum in Genf statt.

www.colloqueenfance.ch

SLS 2–9

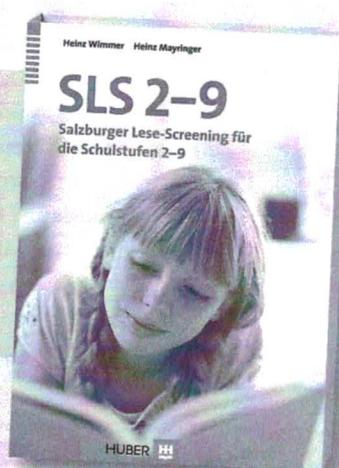
Salzburger Lese-Screening für die Schulstufen 2–9

von Heinz Wimmer und Heinz Mayringer

Das SLS 2–9 ist ein ökonomisches Verfahren zur Identifikation von Schülerninnen und Schülern mit Schwächen in basaler Lesefertigkeit. Es kann als Einzel- oder Klassentest von der 2. bis zur 9. Schulstufe verwendet werden.

Das SLS 2–9 erfasst die Lesegeschwindigkeit über das Lesen und Beurteilen von sinnvollen Sätzen. Ausgehend von der Anzahl der korrekt beurteilten Sätze kann ein Lesequotient ermittelt werden. Über das Zusammenfassen der Testwerte können auch Aussagen über den Leistungsstand von ganzen Schulklassen gemacht werden. Aufgrund der vorliegenden Parallelformen kann der Test in relativ kurzen Abständen wiederholt werden.

Das SLS 2–9 basiert auf den Vorgängerversionen SLS 1–4 und SLS 5–8, beinhaltet jedoch vollständig neue Items, neue Normen sowie eine zusätzliche Übungsphase vor dem Test.



Test komplett, bestehend aus:

Manual, je 10 Testhefte Form A1, A2, B1 und B2, Schablonensatz und Box
Bestellnummer 03 225 01, € 96.00/CHF 121.00

Zu beziehen bei Ihrer Testzentrale:

Herbert-Quandt-Str. 4 · D-37081 Göttingen
Tel.: 0049-(0)551 999 50-999 · Fax: -998
E-Mail: testzentrale@hogrefe.de
www.testzentrale.de

Länggass-Strasse 76 · CH-3000 Bern 9
Tel.: 0041-(0)31 300 45-45 · Fax: -90
E-Mail: testzentrale@hogrefe.ch
www.testzentrale.ch

psycho scope

Musik und Psyche

Tief in uns verwurzelt

Musique et psyché

Des liens profondément ancrés

Die Rechte des Kindes

Ein interdisziplinäres Fachgebiet

Les droits de l'enfant

Un domaine interdisciplinaire par essence

«Wie geht's Dir?»

Kampagne für psychische Gesundheit lanciert

«Comment vas-tu?»

Lancement d'une campagne de sensibilisation



www.psychologie.ch

Föderation der Schweizer
Psychologinnen
und Psychologen FSP

Fédération Suisse
des Psychologues FSP

Federazione Svizzera
delle Psicologhe
e degli Psicologi FSP

